



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Mars 2016 | FR



ÉDITORIAL

Je suis, bien entendu, particulièrement heureux que notre assemblée, en février, ait adopté à la quasi-unanimité sa résolution soutenant l'intégration européenne, la libre circulation des personnes, des marchandises et des services et l'accord de Schengen. Nos trois groupes ont trouvé les mots justes pour dire ce que pense la société civile organisée. Entreprises, travailleurs et associations citoyennes ont exprimé leur sentiment ensemble, ce qui est précisément la mission que le traité assigne à notre Comité, sa raison d'être et sa plus grande «valeur ajoutée», typiquement européenne.

Nous nous étions promis d'analyser en profondeur la situation qui est à l'origine d'une crise dangereuse pour nos droits, pour notre économie et pour le projet européen lui-même. Nous allons tenir cette promesse en débattant ce mois-ci, avec des invités du plus haut niveau, de l'afflux de réfugiés que nous connaissons et de ce qu'il faut faire pour y réagir dans la dignité, l'efficacité et la solidarité, c'est-à-dire d'une façon qui soit, elle aussi, vraiment européenne.

J'espère que nous aurons l'occasion de dénoncer ensemble ce qui relève de l'irrationnel, de la propagande, de la mauvaise gestion et de l'amalgame – typiquement, entre réfugiés, migrants et même terroristes. J'espère que nous aurons l'occasion d'identifier ensemble ce qu'il faut faire pour être corrects, réalistes et rationnels.

Il est beaucoup question aussi, ces dernières heures, de la situation du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Union. À titre personnel, je pense que le Royaume-Uni a sa place dans notre Union et qu'il serait dommage qu'il la quitte: il devrait, au contraire, s'y intégrer davantage, dans l'intérêt de tous à commencer par le sien, mais il faudrait que ce soit un intérêt bien compris, fondé sur une vision géopolitique et économique paisible et rationnelle.

Cependant, si la frustration entretenue à plaisir par les formules vulgaires des populistes – et des politiciens pris au piège de la surenchère – était telle que la population du Royaume-Uni devait préférer quitter l'Union, il faudra évidemment respecter ce vœu et le respecter totalement. D'autre part, il est hors de question qu'un État demeure membre de l'Union en échange d'une forme de sabotage de l'intégration européenne qui consisterait, par exemple, à contrevancer ouvertement aux fondements de la législation européenne en introduisant des discriminations en matière de prestations sociales à l'encontre des travailleurs d'autres États membres.

Je constate surtout, en tout cas, que les représentants d'organisations de la société civile du Royaume-Uni qui siègent dans notre Comité ne prennent pas la parole pour nous dire adieu, loin de là: j'ai entendu plusieurs d'entre eux dire des choses justes et dans un esprit, encore une fois, pleinement européen. J'en profite d'ailleurs pour leur exprimer mon admiration, ma sympathie et mes remerciements.

Georges Dassis
Président du CESE

À VOS AGENDAS

Du 16 mars au 22 avril 2016 – CESE, Bruxelles:
Exposition sur la durabilité

20 avril 2016 – CESE, Bruxelles:
Journée de l'initiative citoyenne européenne

27 et 28 avril 2016 – CESE, Bruxelles:
session plénière du CESE

DANS CE NUMÉRO

2 L'Europe doit vaincre la pauvreté; les enfants sont les plus exposés

2 Visites officielles de Georges Dassis en Grèce, aux Pays-Bas et en Espagne

3 Mutations industrielles: de nouveaux délégués rejoignent le CESE

Le CESE adopte une résolution et lance sa campagne de soutien à l'accord de Schengen lors de sa session plénière de février



Lors de sa session plénière de février, le CESE a adopté une résolution en faveur de l'accord de Schengen, intitulée «Libres de circuler, soutenons Schengen». Dans cette résolution, les représentants de la société civile européenne expriment leurs préoccupations quant aux pressions exercées sur l'accord de Schengen et son utilisation comme bouc émissaire idéal pour expliquer toutes les lacunes dans la gestion des frontières européennes. Ce texte constitue un vigoureux appel de la société civile aux gouvernements d'Europe pour qu'ils ne cèdent ni aux pressions populistes ni à la peur mais qu'ils défendent au contraire les droits pour lesquels les Européens ont lutté ces trente dernières années.

À l'occasion du lancement de la campagne organisée pour soutenir la résolution du CESE, **M. Georges Dassis**, président du CESE, a déclaré: «Si la solidarité est renforcée par la suppression des obstacles, elle ne peut qu'être affaiblie lorsque ces obstacles sont restaurés. Si le libre franchissement des frontières et la libre

circulation sont l'expression d'une union toujours plus étroite entre les peuples, alors les entraves à ces libertés rendent manifeste la désunion entre les peuples».

M. Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs du CESE a pour sa part affirmé: «Pour des millions de citoyens européens, Schengen signifie bien plus que pouvoir se déplacer facilement. Et pour des milliers d'entreprises européennes, cet accord signifie bien plus que des échanges commerciaux grandement facilités. L'espace Schengen compte parmi les résultats les plus importants et les plus ambitieux du grand projet européen. Il s'agit d'un symbole et d'une réalisation qui ne peuvent pas être galvaudés. Les employeurs européens soutiennent Schengen et invitent instamment les décideurs politiques à ne pas faire machine arrière. L'Europe telle que nous la connaissons ne peut survivre sans Schengen!»

M^{me} Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs du CESE a déclaré: «Le droit pour chaque citoyen européen de chercher un emploi, de travailler et de s'établir dans un autre État membre est inscrit dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Pour les citoyens, Schengen est quelque chose de concret. Il est la clé qui leur ouvre la possibilité d'exercer ces droits dans les faits et de profiter des avantages de l'«Europe» dans leur vie quotidienne. Affaiblir Schengen ou le démanteler

sapera encore davantage la confiance et le soutien de nombreux travailleurs et, en fin de compte, fragilisera l'Europe».

M. Luca Jahier, président du groupe des activités diverses du CESE a quant à lui affirmé: «Le prix symbolique, politique et économique d'un retour aux frontières intérieures en Europe est trop élevé: il pourrait rapidement désintégrer l'Union européenne. Ce dont nous avons besoin, c'est de plus d'Europe – dans le contrôle des frontières extérieures, dans la sécurité intérieure, et dans la crise des réfugiés – mais certainement pas de la destruction de notre liberté de circulation. La réintroduction de contrôles aux frontières représenterait l'échec de la solidarité, de la cohésion, de la négociation, du compromis et de la compréhension en Europe. Donc, s'il vous plaît, ne touchez pas à mon Schengen!»

En effet, ce sont les travailleurs, les entreprises et, plus généralement, la société civile au sens large qui paieront le prix fort: les sept millions de citoyens de l'UE vivant dans un autre État membre que le leur vont perdre l'un des avantages les plus pratiques de la liberté de circulation; aux heures de pointe, les camions vont se retrouver coincés aux frontières pendant des heures; les communautés frontalières réunies vont être à nouveau séparées; et, selon les prévisions, le PIB va chuter de 110 milliards d'euros sur dix ans. L'intégration européenne fera deux grands pas en arrière si la solidarité que représente Schengen reçoit un coup aussi dur. (cad)

Le CESE est favorable à une union des marchés des capitaux efficace, mais s'inquiète de sa pertinence pour les PME

Les investissements et la libre circulation des capitaux sont essentiels pour la croissance de l'Europe. Toutefois, les marchés des capitaux de l'Union européenne restent fragmentés et insuffisamment développés. La Commission européenne a dès lors adopté, en 2015, un plan d'action pour la mise en place d'une union des marchés des capitaux, dans l'objectif de créer un véritable marché unique des capitaux en Europe. Le CESE plaide pour que l'Europe mobilise plus efficacement les capitaux et les canalise vers les entreprises, les infrastructures et les projets durables qui permettront de créer des emplois et de la croissance.

Lors de sa session plénière, le CESE a adopté un avis sur le plan d'action de la Commission européenne, qui approuve ses objectifs et préconise l'extension et la diversification des sources de financement, dans un marché unique des capitaux basé sur une harmonisation maximale des

règles. Il est de la plus haute importance que tous les États membres instaurent, appliquent et contrôlent de la même manière les mesures proposées par le plan d'action.

Dans son avis, le CESE a également proposé des adaptations spécifiques pour les petites et moyennes entreprises (PME), dans la mesure où il a en effet de sérieux doutes quant à la pertinence et à l'efficacité de l'union des marchés des capitaux pour les PME.

«Le financement des PME, qui sont un moteur pour l'économie européenne, devrait être au cœur de la future union des marchés des capitaux. Il existe à l'heure actuelle un déficit d'information qu'il convient de combler, de même qu'il y a lieu de rendre le cadre de financement plus favorable aux PME», a affirmé **M. Daniel Mareels**, rapporteur du CESE en la matière.



© Shutterstock/ksolasev

Par cet avis, le CESE réaffirme son soutien au financement bancaire en tant qu'élément essentiel pour financer l'économie, et plaide en faveur de la poursuite de l'examen approfondi de nouveaux marchés, y compris celui des prêts non productifs (prêts en situation de défaut ou quasi-défaut de paiement). (cad)



L'Europe doit vaincre la pauvreté; les enfants sont les plus exposés

© shutterstock/blackboard1965



Lors de sa session plénière de février, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un avis dans lequel il exhorte le Conseil de l'UE à tenir son engagement de sortir au moins 20 millions de personnes de la pauvreté d'ici 2020. L'**avis sur la lutte contre la pauvreté** (rapporteur: M. Seamus Boland, corapporteur: M^{me} Marjolijn Bulk) a été élaboré à la demande de la présidence néerlandaise du Conseil. Pour atteindre l'objectif de l'UE, les États membres doivent lancer, avec le soutien d'un cadre européen commun, leurs propres stratégies nationales de lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la discrimination. Il convient d'axer ces stratégies sur un soutien financier adéquat, des marchés du travail inclusifs et des emplois de qualité, l'égalité d'accès à des services de haute qualité à un prix abordable pour tous, y compris les migrants et les personnes qui se sont vu accorder un droit d'asile.

La pauvreté des enfants est l'un des domaines qui requièrent une attention immédiate. Avec un pourcentage de 27,1 %, les enfants âgés de moins de 18 ans font partie des groupes qui sont beaucoup plus exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale que l'ensemble de la population. Outre les enfants, les jeunes sont particulièrement soumis à ce risque, en raison de leur taux de chômage, élevé et sans précédent (données Eurostat, octobre 2015).

Le CESE estime que des mesures doivent être mises en place d'urgence pour lutter contre la pauvreté en Europe, telles qu'un revenu minimum adéquat et la création de systèmes universels, globaux et appropriés de protection sociale. Le CESE se félicite de l'intention de la présidence néerlandaise d'organiser des évaluations par les pairs afin d'analyser les approches ascendantes («bottom-up») utilisées sur le terrain pour lutter contre la pauvreté au niveau national, mais il réaffirme que c'est à l'État-providence de jouer le rôle principal dans la lutte contre la pauvreté, au lieu de se reposer uniquement sur les initiatives des communautés.

En décembre 2015, le CESE a décerné le **Prix 2015 de la société civile européenne** à cinq organisations de terrain qui s'efforcent de réduire la pauvreté en Allemagne, en Irlande, en France, en Pologne et en Finlande. (sg) ●

La priorité du CESE: «Que les gens réintègrent le marché du travail» Le Comité appelle à une action rapide et à la créativité afin de résoudre la crise de l'emploi

Étant donné la situation inquiétante du marché de l'emploi et les investissements chancelants dans de nombreuses régions d'Europe, le Comité économique et social européen a adopté un **avis sur l'examen annuel de la croissance 2016**, lors de sa session plénière du 17 février. Le CESE est particulièrement préoccupé par le taux de chômage élevé, qui laisse 22,5 millions de personnes sans emploi, tandis que 122 millions d'Européens sont exposés à un risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Cette situation est inacceptable et constitue l'ultime signal d'alarme à l'intention de la Commission et des dirigeants européens. L'avis du CESE salue la décision de renforcer les objectifs de la stratégie Europe 2020 dans le cadre du processus du semestre européen. Pour que la relance soit effective et durable, une augmentation de la demande interne est nécessaire et des investissements publics à long terme pourraient l'amorcer. Les gouvernements devraient à cette fin se voir octroyer une certaine marge de manœuvre pour procéder aux investissements nécessaires en matière d'infrastructures et accéder à des fonds plus abordables.

Dans ses recommandations, le Comité demande:

- de redoubler d'efforts pour achever le marché intérieur européen et pour moderniser l'économie européenne;
- de faire de l'accord de Paris sur la transition énergétique une source de développement économique;
- de concerter davantage les efforts pour lutter contre la planification fiscale agressive, l'évasion et la fraude fiscales, ce qui devrait, d'après les estimations, générer mille milliards d'euros par an vers les trésoreries nationales.

Une action immédiate est nécessaire pour lutter contre le chômage de longue durée et contre le chômage des jeunes. Il convient d'accorder une attention particulière à ces nombreux jeunes sans emploi, qui ne suivent ni études ni formation (les NEET). «Il n'est plus possible de reporter encore les investissements dans le capital humain, à travers l'éducation et la formation, principalement axés sur les jeunes», avertit M. Juan Mendoza Castro, rapporteur de l'avis du CESE sur l'examen annuel de la croissance. (sma) ●

Observatoire du marché du travail: les réfugiés sont une opportunité à saisir pour le marché européen de l'emploi

Lors d'un débat public qui s'est tenu au CESE le 22 février, des voix se sont élevées pour défendre avec force une meilleure intégration des réfugiés dans les sociétés européennes, notamment par le travail. L'Observatoire du marché du travail du CESE a choisi l'intitulé «Intégration des réfugiés sur le marché du travail: transformer la crise en une occasion à saisir» pour cette manifestation, qui a donné lieu à une série de recommandations stratégiques importantes.

«L'expérience montre que l'intégration des réfugiés est bénéfique pour la société, et la société civile joue clairement un rôle essentiel en la matière», a déclaré M. Krzysztof Pater (groupe des activités diverses, PL), vice-président de l'Observatoire du marché du travail du CESE. Les États membres doivent faire face à un afflux massif de réfugiés et n'y sont, dans une large mesure, pas préparés. Selon M^{me} Klára Fóti, représentante d'Eurofound, la législation, et le soutien à l'intégration, varient d'un pays à l'autre. M^{me} Geertrui Lanneau, déléguée de l'OIM, a souligné l'importance d'investir dans l'éducation et la formation, étant donné qu'une grande partie de la population migrante est toujours très jeune et présente des besoins en matière de qualifications.

M^{me} Christa Schweng, membre du CESE (groupe des employeurs, AT), a déclaré qu'un «véritable système de migration européenne» était nécessaire et que «des politiques d'intégration devraient être conçues à l'intention spécifique des femmes réfugiées, afin de leur aider à augmenter le revenu familial et d'éviter la concentration dans des ghettos». Elle a souligné la nécessité de mettre l'accent sur l'esprit d'entreprise et l'activité indépendante en tant que vecteur important du processus d'intégration des réfugiés sur le marché du travail.

En abordant la question des facteurs qui facilitent l'emploi des réfugiés, comme salariés ou indépendants, le séminaire de l'OMT a permis de mettre en évidence des bonnes pratiques en provenance d'Autriche (Chambre économique fédérale d'Autriche), de Belgique (projet Duo for a Job) et de Suède (projet Voie express pour l'intégration). (cad) ●

Promouvoir la recherche et l'innovation dans le secteur de l'énergie et mener, à l'échelle européenne, le dialogue public indispensable dans ce domaine

Dans son avis sur le plan SET, adopté au cours de sa session plénière de février, le CESE a constaté la nécessité du plan stratégique européen pour les technologies énergétiques afin d'accélérer la transformation du système énergétique européen. Pour le Comité, la nouvelle politique énergétique devrait être fondée sur le développement de secteurs clés en matière de recherche et d'innovation et sur la stimulation d'idées et concepts nouveaux, tels que les technologies de production d'électricité à partir de sources renouvelables et autres technologies à faibles émissions de carbone. L'UE se doit d'innover quant à la manière de produire et transporter l'énergie, et de la fournir aux clients.

Le plan SET doit refléter la situation réelle en Europe: si les nouvelles technologies énergétiques entraînent une hausse des prix de l'énergie pour l'utilisateur final, le CESE estime que l'on peut aspirer à la correction de ce problème. Les consommateurs doivent être associés à la démarche, de même qu'il convient de lutter contre la pauvreté énergétique par des mesures de politique sociale, l'éducation et la formation. Il est nécessaire de mener un dialogue européen sur l'énergie avec le grand public et la société civile, afin qu'ils soient à même de s'approprier la transition énergétique et d'assumer les coûts des différentes technologies. Le CESE est susceptible de jouer un rôle de catalyseur dans ce dialogue, éventuellement par l'intermédiaire d'un forum de la société civile européenne.

Le CESE est favorable à une approche européenne de l'approvisionnement énergétique et à la mise en place



© shutterstock/Machta Face

d'une véritable solidarité dans ce domaine. S'agissant de la sécurité énergétique des Européens, il ne faut pas négliger l'importance du gaz dans le bouquet énergétique. Il y a lieu d'encourager les investissements ainsi que la R&D dans le domaine du stockage, afin que les États membres disposent de réserves communes.

L'union de l'énergie est synonyme d'une énergie plus sûre, plus durable et plus abordable pour l'utilisateur final. Elle permettra la libre circulation de l'énergie par-delà les frontières, ainsi qu'un approvisionnement sécurisé dans tous les États membres de l'UE et pour tous les citoyens européens. Le plan SET joue un rôle capital à cet égard. (sg) ●

Visites officielles de M. Georges Dassis en Grèce, aux Pays-Bas et en Espagne



Le président Georges Dassis en visite au Conseil économique et social espagnol

En février, le président du CESE, M. Georges Dassis, a accompli trois visites officielles en Grèce, aux Pays-Bas et en Espagne. Le mardi 9 février, il a rencontré M. Prokopis Pavlopoulos, président de la République hellénique. M. Pavlopoulos a, à cette occasion, mis l'accent sur l'importance historique du CESE mais aussi sur le rôle spécifique qu'il joue, faisant valoir que le Comité avait été «créé pour rappeler le visage social de l'Union européenne et qu'il constituait un des piliers essentiels de toute la construction européenne». Il a en outre exprimé sa satisfaction de constater qu'un Grec se trouve une nouvelle fois à la tête du CESE. M. Dassis a remercié le président grec et a souligné que le CESE adoptait ses avis en s'appuyant sur des majorités très solides. Il a également déclaré que l'austérité ne constituait pas une solution à la crise économique. Il a spécifiquement fait allusion aux initiatives que le CESE a prises pour faire face à la crise, comme ses avis concernant l'imposition des transactions financières et la mutualisation de la dette des États membres en difficulté, au nombre desquels figure la Grèce. Il a de même présenté la position du Comité sur les crises des réfugiés et de la migration, décrivant toutes les mesures prises par le CESE, notamment les missions locales d'investigation dans douze pays.

Le mercredi 10 février, M. Dassis s'est rendu à La Haye, dans le cadre de la présidence néerlandaise. Le président du CESE a notamment rencontré M^{me} Jetta Klijnsma, secrétaire d'État aux affaires sociales et à l'emploi, également présente à l'assemblée plénière du CESE

en février, à laquelle il a eu l'occasion de présenter les priorités du CESE au cours de la présidence néerlandaise. Il a souligné qu'il était important, pour lutter contre la pauvreté en Europe, que l'UE établisse un revenu minimum européen. Plus tard, il a également rencontré M^{me} Brigitte van der Burg, présidente de la commission des affaires sociales et de l'emploi de la Chambre des représentants des Pays-Bas, et M^{me} Mariëtte Hamer, présidente du Conseil économique et social néerlandais (SER). Lors de ces réunions, M. Georges Dassis a pu discuter des possibles propositions que l'UE pourrait adopter pour réduire le chômage et faciliter l'accès au marché du travail. Se référant à la campagne du CESE, il a également souligné l'importance de soutenir la libre circulation des citoyens et l'espace Schengen.

Enfin, fin février, le président du CESE s'est rendu en Espagne, où il a rencontré des représentants de la CCOO et de l'UGT, du Conseil des consommateurs et usagers, et de la Confédération des organisations patronales. Ces rencontres, en particulier la discussion sur le thème de l'Europe sociale, ont été constructives. M. Dassis a par ailleurs soulevé la question de la migration en Europe dans un discours devant le Comité économique et social espagnol, le 24 février. Le lendemain, lors d'une visite en Estrémadure, il a participé à un débat sur «L'avenir de l'Europe et le dialogue social» organisé par l'Université d'Estrémadure, et a rencontré la présidente du Conseil économique et social d'Estrémadure, M^{me} Maria Mercedes Vaquera. (pa) ●



La plate-forme de la société civile UE-Ukraine s'attaque à la corruption et aux questions de politique énergétique

Lors de sa deuxième réunion, la plate-forme de la société civile UE-Ukraine s'est penchée sur les réformes indispensables en matière de lutte contre la corruption et de politique énergétique, et a débattu de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'accord d'association et de libre-échange approfondi et complet entre l'UE et l'Ukraine. Le président du CESE, M. Georges Dassis, a souligné la volonté de l'UE d'établir des partenariats de qualité avec tous les pays concernés par la politique européenne de voisinage. «La plate-forme apportera une valeur ajoutée au processus d'association et permettra à la société civile de fournir une précieuse contribution; le processus ne devrait toutefois pas se limiter à un dialogue technique entre gouvernements», a-t-il ajouté.

«Il s'agit là d'une nouvelle étape dans la coopération institutionnelle entre nos sociétés civiles», a souligné M. Oleksandr Sushko, coprésident de la plate-forme pour



Deuxième réunion de la plateforme de la société civile UE-Ukraine

la partie ukrainienne. M. Fernando Andresen Guimaraes, directeur du service européen pour l'action extérieure (SEAE), a réitéré le soutien de son service aux travaux de la plate-forme, ceux-ci constituant l'un des facteurs essentiels de la mise en œuvre de l'accord d'association. M. Peter Wagner, chef du Groupe de soutien à l'Ukraine,

a rappelé que le conflit russo-ukrainien n'expliquait pas toutes les difficultés; certaines trouvent leurs causes en Ukraine même, notamment le défaut de législation fiable, d'efforts pour lutter contre la corruption, de réforme de la fonction publique et de privatisation.

Les membres de la plate-forme de la société civile sont convenus que remédier au manque de volonté politique de mettre en œuvre des réformes en Ukraine constituait l'une des priorités majeures, de même que l'accélération de l'application complète des accords de Minsk. Une **déclaration commune** a été adoptée, appelant à la mise en place d'un système judiciaire totalement indépendant, à l'adoption de lois sur le financement et la publicité des partis politiques, à la garantie de la liberté de la presse, à l'adoption d'une législation efficace en matière de concurrence et à la prise en compte de l'adhésion future de l'Ukraine à l'union européenne de l'énergie. (mm)

Mutations industrielles: de nouveaux délégués rejoignent le CESE



Le 25 février dernier, 51 délégués, nouveaux ou renouvelés, ont assisté à la première réunion de la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) dans le cadre du nouveau mandat du CESE. Les délégués de la CCMI représentent les différents secteurs économiques et sociaux et organisations de la société civile touchés par les mutations industrielles, ou à l'origine de ces dernières. Ils constituent la moitié des membres de la CCMI et travailleront de concert avec un nombre identique de membres du CESE siégeant dans cette commission. Ils resteront en place jusqu'au 31 décembre 2020.

Jacques Glorieux, délégué représentant la catégorie des activités diverses, a été élu coprésident de la CCMI et dirigera conjointement la commission avec sa présidente, **Lucie Studničná** (groupe des travailleurs, République tchèque), membre du CESE, pour les deux prochaines années et demie. Le nouveau bureau de la CCMI est constitué de deux membres du CESE, **Gundars Strautmanis** (groupe des employeurs, Lettonie) et **Carlos Trias Pintó** (groupe des activités diverses, Espagne), et de deux délégués, **Patrizio Pesci** (catégorie des employeurs, Italie) et **Enrico Gibellieri** (catégorie des travailleurs, Italie).

La cérémonie d'accueil s'est déroulée en présence de Günther Oettinger, commissaire européen chargé de l'économie et de la société numériques.

La CCMI est l'héritière de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Elle a été créée en 2002, alors que le traité CECA arrivait à expiration, afin de préserver la précieuse expertise accumulée tout au long des 50 années d'activité de la CECA, de poursuivre le dialogue structuré dans les secteurs du charbon et de l'acier, tout en étendant progressivement le mandat initial de la CECA de manière à couvrir tous les aspects des mutations industrielles et ses répercussions sur l'emploi, les mesures de politique sociale et structurelle, la politique d'aide et de concurrence, la recherche et le développement technologique, le développement durable, les politiques commerciales et d'autres domaines.

Les délégués de la CCMI sont nommés par le CESE et issus d'associations représentant la société civile au niveau européen. Ils sont répartis en trois catégories (employeurs, travailleurs, activités diverses) qui reflètent la structure du CESE. Tout comme les sections du CESE,

la CCMI élabore des avis et rapports d'information à la demande des organes décisionnels de l'UE, mais aussi de sa propre initiative, et peut être invitée à compléter les avis d'autres sections en examinant l'incidence de certaines questions spécifiques sur les mutations industrielles (suppléments d'avis).

La CCMI a rédigé bon nombre d'avis et d'études décisifs ces dernières années. Ses travaux d'avant-garde sur l'obsolescence programmée s'inscrivent dans le cadre d'un projet en cours plus vaste, qui aboutira à la publication d'une étude inédite en mars prochain. En 2015, elle a abordé la question complexe de la **lutte contre la corruption dans l'UE** et s'est penchée sur les enjeux de **l'éradication de l'amiante en Europe**, aux énormes conséquences pour l'économie et la santé publique. En 2014, elle a examiné **l'incidence des services aux entreprises dans l'industrie** et les éventuelles conséquences socio-économiques de la quatrième révolution industrielle et de l'internet. Elle poursuivra ses travaux sur l'industrie 4.0 afin d'encourager l'industrie européenne à exploiter pleinement les possibilités stratégiques offertes par l'internet. (dm)

Votre Europe, votre avis 2016: les élèves se préparent au débat paneuropéen des jeunes sur la migration

Ces six dernières semaines, de nombreux membres du CESE se sont activement employés à visiter des écoles de toute l'Union européenne et au-delà, pour préparer

les élèves à **Votre Europe, votre avis**, un débat paneuropéen entre jeunes qui se tiendra à Bruxelles du 17 au 19 mars 2016. Le CESE organise cette manifestation

pour la septième année consécutive, afin d'assurer que les opinions, les expériences et les idées de la jeune génération soient prises en considération au cours de l'élaboration des politiques européennes.

Lorsqu'ils ont visité les écoles, les membres ont travaillé avec les élèves et leurs professeurs afin de les préparer à la manifestation consacrée cette année à la **migration** en Europe. Ils ont présenté les activités du CESE ainsi que le rôle qu'il joue en tant que porte-parole de la société civile en Europe et les ont conseillés en vue du débat. Les élèves participants, issus des quatre coins de l'Europe, ont pour mission de présenter des mesures concrètes à adopter dans les écoles, les clubs de sport, etc. dans le but de promouvoir une intégration effective des jeunes migrants dans la société européenne.

Trente-trois écoles de 28 États membres et, pour la première fois, de cinq pays candidats (l'Albanie, la Turquie, le Monténégro, la Serbie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) ont été sélectionnées parmi plus de 400 candidatures.

Les élèves des écoles sélectionnées peuvent d'ores et déjà prendre contact avec les autres participants sur **Facebook** ou **Twitter** afin d'échanger idées et informations. (dm)



Roman Haken, Ronny Lannoo et Ionuț Sibian, membres du CESE, en visite dans des écoles en Belgique (à gauche), en ancienne République yougoslave de Macédoine (en haut à droite) et en Albanie (en bas à droite)

L'initiative citoyenne européenne: un rôle à renforcer, des règles à simplifier

Audition publique du CESE sur la révision de l'ICE

Pendant longtemps, l'UE a été critiquée pour son déficit démocratique. Avec l'initiative citoyenne européenne (ICE), l'Union européenne souhaitait permettre aux citoyens de participer activement au processus législatif de l'UE.

Plus de 6 millions d'Européens ont à ce jour signé une ICE. Cependant, sur un total de 56 initiatives, seules 36 ont été enregistrées par la Commission et trois seulement ont pu recueillir le million de signatures nécessaires. Et même ces dernières n'ont eu aucun impact, la Commission européenne n'ayant pas l'obligation de transposer une ICE dans la législation européenne.

Le CESE élabore actuellement un avis sur l'ICE, avec pour objectif de rendre celle-ci *plus conviviale, plus pratique et plus efficace*. Lors d'une audition sur l'ICE, qui s'est tenue à Bruxelles le 23 février, M. Antonio Longo, rapporteur de l'avis du CESE, a plaidé en faveur d'un instrument plus convivial, permettant à chaque citoyen européen de participer. «À l'heure où les gens perdent de plus en plus confiance dans l'UE, l'ICE doit devenir *l'instrument par excellence* permettant de donner réellement la parole aux citoyens», a-t-il souligné.

Les principales critiques formulées à l'égard de l'ICE sont les suivantes:

- un calendrier trop serré pour récolter le nombre de signatures requis;
- les risques élevés que les organisateurs doivent assumer en matière de responsabilité: le fait que les organisateurs soient personnellement responsables «des dommages qu'ils causent lors de l'organisation» d'une ICE a un effet dissuasif;
- la quantité excessive d'informations nécessaires pour soutenir une ICE;
- l'absence de statut juridique des comités de citoyens;
- l'application excessivement rigide des critères d'éligibilité de l'ICE; et
- les exigences variables d'un État membre à un autre en matière de données.

Le CESE organisera sa Journée de l'initiative citoyenne européenne 2016 le 20 avril, à Bruxelles (voir page web consacrée à l'adresse: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.civil-society>). (sma)

Êtes-vous informé des dernières activités du CESE?



Neuf sessions plénières par an, mais aussi des auditions, des conférences, des réunions de dialogue avec la société civile et bien d'autres choses encore: il est indéniable qu'une multitude d'activités sont constamment en cours au Comité!

Tenez-vous à jour et, surtout, ne manquez aucune des manifestations et discussions relatives à votre domaine d'intérêt! Vous pouvez nous suivre quasiment en temps réel par l'intermédiaire des médias sociaux. Consultez notre **carte des médias sociaux** afin d'obtenir un aperçu complet de nos sources d'information et de sélectionner celles qui vous conviennent le mieux.

De cette manière, vous pourrez non seulement recevoir directement des informations actualisées sur les avis en cours d'élaboration et les débats de votre choix, mais aussi découvrir à quel moment vous connecter pour suivre les retransmissions en direct de nos activités.

Pour de plus amples informations concernant nos membres, n'hésitez pas à les suivre, eux aussi, sur Twitter à l'adresse suivante: https://twitter.com/EU_EESC/lists/ourmembers/members
Pour obtenir la carte de nos médias sociaux, rendez-vous sur: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.take-part-social-media> (sb)

Mise en œuvre de la stratégie de l'UE dans le domaine de l'aviation – comment faire participer les parties prenantes?

par le groupe des employeurs

L'aviation européenne traverse actuellement une zone de turbulences. Nous assistons à une évolution rapide du marché, ainsi qu'à une transformation dynamique des modèles commerciaux et de la perception de l'industrie aéronautique par les consommateurs. Une approche conséquente et globale fait défaut, alors que le secteur européen de l'aviation a à tout prix besoin d'une stratégie cohérente.

Les représentants de la société civile prennent activement part au débat sur l'avenir de l'aviation en Europe. En septembre 2015, le CESE a adopté un avis exploratoire sur «Une politique européenne intégrée de l'aviation», comprenant une série de propositions à incorporer dans la stratégie de l'aviation sur laquelle la Commission européenne travaillait alors. Cette dernière a publié, en décembre, une communication intitulée «Une stratégie de l'aviation pour l'Europe», sur laquelle le CESE élabore actuellement un avis.

Dans le cadre de ce processus, une audition publique consacrée à la stratégie de l'aviation pour l'Europe se tiendra le 21 avril au siège du CESE. Diverses parties prenantes



Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs, et Violeta Bulc, commissaire européenne chargée des transports, lors de la précédente audition publique sur la stratégie de l'UE dans le domaine de l'aviation

représentant de nombreuses composantes de l'industrie aéronautique auront la possibilité d'exposer leur point de vue sur la proposition de la Commission en présence de Mme Violeta Bulc, commissaire européenne chargée des transports. «Comme précisé dans le précédent avis du CESE, ce n'est qu'en surmontant les particularismes au sein du réseau de valeur de l'aviation européenne que celui-ci pourra être redynamisé

et relancé pour créer de nouvelles contributions économiques et sociales utiles au développement de l'UE. Nous invitons toutes les parties prenantes du secteur de l'aviation à s'engager en faveur de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de l'UE dans le domaine de l'aviation», a déclaré M. Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs et rapporteur du CESE pour la stratégie de l'aviation. (lj)

De la politique agricole à la politique alimentaire

par le groupe des activités diverses



Group III – Various Interests' Group

Le jeudi 21 avril, le groupe des activités diverses du CESE tiendra une réunion extraordinaire dans les locaux du Conseil économique et social des Pays-Bas (Sociaal-Economische Raad/SER), à La Haye. La conférence s'intitulera «De la politique agricole à la politique alimentaire – vers une production et une consommation saines et durables».

Le groupe entend continuer à mettre l'accent sur la question d'une **politique alimentaire durable** et engager le dialogue avec les parties prenantes de la société civile et les acteurs institutionnels nationaux, dans le but d'élaborer des conclusions qui seront présentées à la présidence du Conseil de l'Union ainsi qu'aux autres institutions européennes.

Le titre et le contenu de la manifestation sont largement inspirés du rapport du Conseil scientifique néerlandais pour la politique gouvernementale intitulé «Naar een voedselbeleid» («Vers une politique alimentaire», <http://www.wrr.nl/en/publications/publication/article/naar-een-voedselbeleid/>), que le ministère des affaires économiques des Pays-Bas a soutenu et promu aux niveaux national

et européen. En fait, la présidence du Conseil de l'UE organisera du 29 au 31 mai 2016 une réunion informelle des ministres de l'agriculture, notamment afin d'entamer les discussions concernant la PAC après 2020, et a déjà demandé au CESE un avis exploratoire sur «Des systèmes alimentaires plus durables», qui devrait être prêt peu avant la réunion du mois de mai.

Une centaine de participants devraient assister à la conférence (des membres du CESE,

des organisations de la société civile locale et des représentants des médias). Parmi les intervenants figureront d'éminents acteurs nationaux et européens, issus des institutions, du secteur de l'agriculture, du domaine de la protection des consommateurs et de l'environnement, de l'univers de la recherche et du monde des affaires. De plus amples informations sur cette manifestation sont disponibles à l'adresse <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.group-3-events-and-activities>. (cl)

Libre circulation et Schengen: défendre les droits des travailleurs

par le groupe des travailleurs

Le 1^{er} février 2016, le groupe des travailleurs a tenu une réunion extraordinaire à Bruxelles sur le thème «Libre circulation et Schengen: défendre les droits des travailleurs».

M^{me} Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs, a ouvert la réunion en décrivant certains défis à venir: critiques à l'encontre des négociations collectives et de la libre circulation, mesures d'austérité en vigueur, menace de Brexit et incapacité des dirigeants de l'UE à gérer la crise des réfugiés. Elle a mis en garde contre les propositions de M. Cameron, qui menacent les droits des travailleurs, et a appelé les syndicats et la société civile à prendre des mesures communes pour maintenir les droits existants, défendre la libre circulation au sein de l'espace Schengen, et renforcer l'UEM.

Le groupe a également évoqué d'autres problématiques, telles que le programme REFIT de la Commission. M. Denis Meynert, rapporteur sur le programme REFIT, a expliqué que les efforts de simplification de la législation de l'UE ne devraient pas aboutir à une déréglementation car celle-ci pourrait avoir un impact négatif sur les travailleurs.

Les objectifs de développement durable prévus par le programme de développement

durable à l'horizon 2030 des Nations unies ont également fait l'objet d'une discussion. M^{me} Isabel Caño Aguilar, vice-présidente de l'ODD, a insisté sur le fait que la Confédération européenne des syndicats (CES) et le groupe des travailleurs doivent agir en étroite collaboration, et ce, afin de garantir l'accomplissement de progrès en ce qui concerne les priorités des organisations syndicales dans ce domaine.

Un autre débat a été consacré aux priorités communes du groupe des travailleurs et du mouvement syndical. M. Luca Visentini, secrétaire général de la CES, y a pris la parole pour rappeler que Schengen constitue la priorité absolue en raison des menaces qui pèsent actuellement sur cet acquis, du fait de la crise des réfugiés et des négociations avec le Royaume-Uni. Pour M. Visentini, une autre priorité réside dans la lutte contre le démantèlement des droits sociaux et contre les tentatives de destruction du modèle social européen dans le cadre des négociations liées au Brexit. Il a également précisé que le mouvement des travailleurs doit agir en vue de prévenir toute tentative d'abolition des droits acquis, tels que le droit de grève, qui est actuellement remis en question dans plusieurs pays. (mg)



Gabriele Bischoff, présidente du groupe des travailleurs, et Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

BIENTÔT AU CESE

Audition publique sur la dimension extérieure de la politique énergétique européenne – 30 mars 2016

Le 30 mars prochain, la section spécialisée «Relations extérieures» (REX) organisera au siège du CESE (bâtiment Jacques Delors), à Bruxelles, une audition publique sur la dimension extérieure de la politique énergétique de l'UE.

Des experts et des représentants de la société civile et des institutions européennes aborderont des thèmes essentiels liés à la politique énergétique de l'UE, dont la diversification des sources d'énergie et l'achèvement du marché unique de l'énergie.

Cette audition publique est organisée dans le cadre de l'avis que le CESE élabore sur ce sujet, suite à la demande de la présidence néerlandaise du Conseil (janvier–juin 2016). Il convient d'actualiser le précédent avis du CESE consacré à cette problématique (janvier 2009), afin de prendre en considération les changements géopolitiques qui se sont produits au cours des sept dernières années (tels que le printemps arabe, l'augmentation des tensions avec la Russie au sujet du partenariat oriental, les crises au Moyen-Orient et les fluctuations des prix pétroliers), ainsi que d'autres facteurs économiques et techniques (les prix du pétrole, les nouveaux terminaux GNL et le débat sur la fracturation hydraulique). (mm)

L'union européenne de l'énergie et son incidence sur la société civile en Bulgarie

Le 22 mars, le CESE organisera conjointement avec le Conseil économique et social de la République de Bulgarie une audition publique à Sofia. D'éminents représentants des principales institutions européennes, des gouvernements nationaux et des autorités de régulation, ainsi que des organisations de la société civile et des experts se pencheront sur le cas particulier de la Bulgarie, notamment sur la manière dont le secteur énergétique de ce pays pourrait être touché par l'union de l'énergie, et comment il pourrait en bénéficier.

L'actuelle Commission européenne a fait de l'union de l'énergie une de ses priorités essentielles. Cet ambitieux programme d'action vise à créer un système énergétique européen destiné à fournir aux citoyens de l'Union une énergie sûre, durable, à un prix compétitif et abordable. Il a été lancé en février 2015 et a déjà abouti à différentes initiatives politiques, dont le rythme devrait encore s'accroître au cours des années à venir. Étant donné l'ampleur des défis auxquels sont confrontés les décideurs dans le secteur de l'énergie, qui vont de la décarbonisation de l'économie à la réduction de la dépendance à l'égard des importations, et au regard des objectifs ambitieux de ce programme, le CESE estime qu'il est important de favoriser un dialogue ouvert à ce sujet entre les gouvernements, les institutions de l'UE, les citoyens et la société civile. (sg)

CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Comité de rédaction:

Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Caroline Alibert-Deprez (cad)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Leszek Jarosz (lj)
Margarita Gavanis (mg)
Milen Minchev (mm)
Pavlos Avramopoulos (pa)
Siana Glouharova (sg)
Silvia M. Aumair (sma)
Sophie Birmann (sb)

Coordination:

Agata Berdys (ab)

Édition achevée le 1^{er} mars 2016

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors,
rue Belliard 99,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. +32 25469476
Fax +32 25469764
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:
URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au *Journal officiel de l'Union européenne* ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en avril 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.

Mars 2016 / 3



Office des publications